

LA CONJONCTURE VUE PAR LES ADHÉRENTS DU MEDEF

- **Le ralentissement mondial va toucher la France, avec comme par le passé un temps de décalage :**

- les signes de ralentissement voire de récession se multiplient chez nos proches voisins, dans un contexte de dégradation des indicateurs mondiaux de climat des affaires et de commerce mondial. Les prévisions de croissance sont revues à la baisse (- 1 point pour la prévision de croissance mondiale de l'OCDE). L'incertitude est très élevée en matière de politique économique, résultant de l'instabilité politique chez nos principaux partenaires et des tensions géopolitiques et commerciales, avec en premier lieu le Brexit ;
- jusqu'à présent, les principales données macroéconomiques indiquent pour la France un rythme d'activité modéré, suivant la tendance des derniers trimestres. Les prévisions se situent autour de 1,2 - 1,3 % de croissance par an, des niveaux optimistes en comparaison avec nos voisins.

- **Les signes avancés d'un ralentissement plus marqué commencent à apparaître du côté de l'intérim et des délais de paiement.** Le repli très net de l'activité intérimaire, de l'ordre de - 5 % en glissement annuel, indique que les chefs d'entreprise commencent à ajuster leurs effectifs en prévision du ralentissement de l'activité. De même, l'allongement des délais de paiement signale des tensions sur les trésoreries, malgré les effets de la bascule du CICE.

- **Le ralentissement va toucher la plupart des grands secteurs, à des échéances différentes :**

- les secteurs industriels commencent à sentir les effets de la récession industrielle allemande et des tensions commerciales sur leurs carnets de commande, qui pourraient accentuer le ralentissement de leur activité à l'œuvre depuis plusieurs trimestres ; pour l'automobile s'ajoute l'incertitude liée à la montée en charge des nouvelles normes ;

- les secteurs liés à la construction connaissent en revanche pour l'instant des niveaux d'activité très dynamiques, et des perspectives très favorables au moins jusqu'à la fin de l'année ; en plus des dynamiques propres de chaque secteur (cycle électoral pour les travaux publics), l'activité pour 2020 voire 2021 dépendra largement des décisions politiques en matière d'investissement public et de réforme de la fiscalité locale (pour les travaux publics) et de la fiscalité du logement (pour le bâtiment) ;
 - en outre, certains secteurs se trouvent déjà depuis plusieurs trimestres dans des dynamiques propres de ralentissement de l'activité : la banque du fait de la transition numérique et de la montée en charge des nouveaux cadres prudentiels, le commerce et la distribution sous l'effet de la transition numérique et des changements de comportement de consommation des ménages, et l'industrie-agroalimentaire du fait d'un déficit de compétitivité persistant qui s'ajoute au changement des modes de consommation.
- **Dans ce contexte, l'hypothèse, consensuelle chez les prévisionnistes, d'un rythme de croissance maintenu à son niveau actuel, est sans doute un peu optimiste :**
- dans un contexte de ralentissement industriel mondial, le maintien d'un rythme de croissance de l'ordre de +1,2 ou +1,3 % dépendra du dynamisme du comportement de consommation des ménages (qui pour l'instant ont massivement épargné, sous forme d'épargne de précaution) et de l'investissement logement (avec de premières annonces politiques plutôt défavorables) ;
 - en outre, l'expérience des ralentissements industriels précédents laisse attendre un accroissement de la pression compétitive, avec déjà de premières annonces de réduction de la fiscalité des entreprises en Allemagne, et le risque que le ralentissement industriel soit plus prononcé et plus durable en France qu'ailleurs, après avoir été plus tardif ;
 - enfin, les taux d'intérêts négatifs et les nouvelles charges réglementaires sur le secteur financier pourraient avoir des effets défavorables sur le financement de l'économie, qui a jusqu'à présent été un facteur de soutien à la croissance.

INDUSTRIE

UNION DES INDUSTRIES ET MÉTIERS DE LA MÉTALLURGIE

- **L'activité industrielle a moins ralenti que chez nos voisins, jusqu'à présent.** Au deuxième trimestre 2019, la valeur ajoutée industrielle a enregistré une croissance de +0,5 % en glissement annuel en France : à titre de comparaison, en Allemagne et en Italie elle a diminué de respectivement -3,8 % et -1,1 %. Sur les 7 premiers mois de l'année, les exportations industrielles ont progressé de +5 % : dans le détail, on note un recul des exportations vers l'Allemagne (15 % du total des exportations) largement compensé par la hausse de celles vers les États-Unis (8 % du total), en particulier dans l'aéronautique. La progression des importations demeure toutefois similaire si bien que le déficit commercial ne se résorbe pas. De même, l'investissement industriel comme l'emploi étaient positivement orientés au 1^{er} semestre.
- **Les dernières données d'enquête de la Banque de France font apparaître un ralentissement plus net** tant au niveau de l'activité que pour les carnets de commandes, dans un contexte international de plus en plus dégradé.

FRANCE CHIMIE

- **Les dernières données disponibles, datant du début de l'été, indiquaient encore une dynamique modérément haussière par rapport à l'année précédente.** Sur les 7 premiers mois de l'année, l'activité a progressé de +0,9 % en glissement annuel. Cette croissance a été portée par le secteur des savons, parfums et produits d'entretien (+3,2 %) et les spécialités chimiques (+1,8 %).
- **La récession industrielle allemande assombrit les perspectives du secteur, tourné vers l'extérieur.** Le ralentissement des exportations a jusqu'à présent été compensé par le dynamisme de la demande interne. Mais le recul des activités de la chimie de base (-4,8 % pour la chimie minérale et -0,8 % pour la chimie organique), très en amont dans la chaîne de production, pourrait être l'annonce d'un prochain ralentissement.

FÉDÉRATION DES INDUSTRIES MÉCANIQUES

- **La production des industries mécaniques a ralenti au cours des derniers trimestres** : selon le baromètre des industries mécaniques, la hausse de l'activité est de +1,8 % au troisième trimestre 2019 contre +2,3 % et +2,6 % aux premier et deuxième trimestres 2019. Cette décélération devrait s'accroître au mois d'octobre 2019, la hausse prévue étant de +1,6 % par rapport à octobre 2018.
- Selon l'enquête mensuelle d'activité réalisée par la FIM auprès de ses principales professions en septembre, le volume des ventes est stable à la fois sur le marché intérieur ainsi qu'à l'exportation et les carnets de commandes sont normalement garnis même si certaines professions signalent une baisse des prises de commandes, notamment à l'exportation.

FÉDÉRATION DES INDUSTRIES DES EQUIPEMENTS POUR VÉHICULES

- **Les craintes sont fortes pour les prochains mois et pour 2020 sur l'activité des fournisseurs du secteur automobile avec deux grandes inconnues** :
 - le rythme de montée en charge des réglementations environnementales et leurs effets sur le comportement des consommateurs ;
 - les décisions des constructeurs automobiles en termes de changement de modèle, d'investissement et de localisation en France de la production.
- Le secteur anticipe à ce stade la mise à l'arrêt, au moins temporaire, de lignes de production représentant 300 000 véhicules par an, dès l'an prochain.

ASSOCIATION NATIONALE DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES

- **La production poursuit sa tendance baissière enclenchée à partir de 2016**. Sur les 2 dernières années, elle recule de près de 2 % en volume. Par ailleurs, l'industrie agro-alimentaire subit la baisse de la consommation sur le marché national (et sa mutation), le durcissement de la concurrence internationale, et les contraintes qui s'appliquent à l'ensemble de l'industrie (notamment les difficultés de recrutement). S'agissant des produits de grande consommation alimentaire, plusieurs années de déflation ont induit une profonde destruction de valeur sur l'ensemble de la filière alimentaire.
- Les derniers chiffres de production industrielle s'inscrivent de nouveau en baisse par rapport à 2018

COMITÉ DES CONSTRUCTEURS FRANÇAIS D'AUTOMOBILES

- **Le marché automobile est bien orienté. Depuis le début de l'année, le niveau des immatriculations VPN perdure au-dessus de la moyenne de longue période.** En septembre, les commandes des VPN sont quasiment stables avec -0,2 % en cumul annuel. En perspective, **l'année aboutira à un haut niveau comparable à l'année 2018.** En 2019, cette tendance haussière est portée par l'action des constructeurs et des anticipations des consommateurs qui cherchent à s'adapter aux changements normatifs, réglementaires et fiscaux. Par ailleurs, le marché des véhicules utilitaires légers est en hausse de +4,9 % en cumul annuel.
- Fortement volatile, **le secteur de véhicules industriels manifeste un ralentissement au niveau des commandes.** Au 2e trimestre, les chiffres baissent en Europe de -14 % par rapport à l'année précédente. Cette baisse se retrouve dans les immatriculations de véhicules industriels neufs en France qui reculent depuis le mois de juillet.
- Après avoir fortement progressé entre 2013 et 2018, **le niveau de production devrait fléchir en 2020 suite au recul du marché européen et au plan produit des usines moins favorables du fait notamment du manque de compétitivité du site France.** Pour l'année à venir, les interrogations portent également, tant sur le Brexit que sur le rythme auquel la demande s'orientera vers les véhicules électrifiés.

UNION DES INDUSTRIES TEXTILES

- Selon le baromètre textile de l'UIT, **le premier semestre 2019 affiche une activité globale en baisse mais variable selon les marchés de la mode et accessoires, de la maison et des textiles à usage technique.** La consommation de produits du textile et de l'habillement en France et en Europe reste atone. Les habitudes de consommation évoluent, la mode devient éco-responsable. À titre d'exemple, le CA de seconde main est estimé à 1 milliard d'euros. Sur les 8 premiers mois de l'année on enregistre une baisse de -1,3 % du CA. Selon les prévisions de l'IFM (Institut Français de la Mode) le CA de l'année 2019 devrait s'établir à -1,5 %. La production industrielle textile à juillet 2019 enregistre également une baisse de -2,4 %. La balance commerciale reste déficitaire toutefois les exportations demeurent dynamiques sur les 7 premiers mois de 2019 notamment vers les pays hors UE avec +10%. Les importations progressent de +3 %. L'emploi est bien orienté avec des perspectives de recrutement en hausse.

- **La conjoncture au second semestre 2019 devrait continuer de se dégrader.** Les perspectives de consommation ne sont pas favorables. La progression des exportations devrait se maintenir toutefois dans un contexte international compliqué (Brexit, ralentissement du commerce mondial, conflits US...), on peut s'attendre à un ralentissement. Concernant l'emploi, le textile reste confronté à des difficultés de recrutement sur des métiers techniques et des fonctions support.

CONSTRUCTION

FÉDÉRATION FRANÇAISE DU BÂTIMENT

- **La situation conjoncturelle du bâtiment est favorable pour 2019 :**
 - **les volumes augmentent plus que prévu** (+1,3 % en volume contre -0,5 % lors de la précédente estimation de décembre 2018). Cela s'explique par la **très légère croissance attendue de l'activité pour le marché non résidentiel des logements neufs** (+0,2 % attendu contre -4,5 % initialement anticipé) et la **progression plus forte que prévue pour le non résidentiel neuf** (+6 % contre +3 %). Le marché de l'amélioration entretien progresserait pour sa part de +0,3 %, quasiment comme attendu ;
 - **les carnets de commandes sont actuellement au plus haut pour les entreprises de plus de 10 salariés** (8,1 mois pour les entreprises de bâtiment et 9 mois pour celles uniquement de gros œuvre) et à leur niveau moyen de longue période pour les artisans (4 mois environ) ;
 - *les créations d'emploi sont très fortes* (+34000 sur un an au 1^{er} semestre 2019) dans un contexte où les difficultés de recrutement sont élevées. Après plusieurs trimestres consécutifs de baisse, les marges augmentent à nouveau, les prix et les coûts progressant à un rythme similaire contrairement à 2018 où les hausses de coûts étaient plus élevées que celles des prix.
- **Cette dynamique favorable pourrait être remise en cause par les dernières annonces politiques.** L'environnement institutionnel s'est déjà dégradé avec la réduction du prêt à taux zéro et la suppression APL accession, ce qui a été en partie compensée par des conditions de crédits plus favorables (taux toujours plus faibles, durées de prêts très élevées et diminution des taux d'apport). Pour 2020, la fin du prêt à taux zéro dans le neuf pour les zones B2 et C pourrait engendrer une baisse des ventes principalement dans l'individuel, et l'avenir du crédit d'impôt pour la transition énergétique pèserait sur l'entretien réparation. En outre, le durcissement du cadre prudentiel appliqué aux

banques (mise en œuvre des ratios de solvabilité Bâle IV) pourrait peser sur les conditions de financement des acquéreurs.

FÉDÉRATION NATIONALE DES TRAVAUX PUBLICS

- **L'activité dans les travaux publics est très dynamique, grâce au cycle électoral** (+ 12,7 % en cumul sur les 8 premiers mois depuis le début de l'année/+ 10, 5% en glissement annuel à fin août). Les signaux pour le troisième trimestre sont positifs (carnets de commandes garnis) et un très léger ralentissement pourrait avoir lieu au quatrième trimestre, à partir toutefois d'un niveau d'activité élevé. Ce dynamisme s'explique principalement par le contexte d'année pré-électorale au niveau des communes. L'activité est également tirée par le projet du Grand Paris.
- **L'activité ralentirait nettement en 2020, tout en restant à un niveau élevé.** L'activité liée aux communes et intercommunalités (année électorale) reculerait, celle liée aux départements (année pré-électorale) de même que celle liée aux opérateurs publics (Grand Paris notamment) resterait dynamique. Au total, le secteur pourrait connaître un scénario « d'atterrissage en douceur » en 2020. La réforme de la fiscalité locale et le contre coup du cycle électoral suscitent des inquiétudes plus fortes pour 2021.

UNION NATIONALE DES INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

- Au cours de l'été, le mouvement de modération des rythmes de croissance de l'activité s'est poursuivi. Si l'activité continue de croître au cours des huit premiers mois de 2019 en glissement annuel (+ 3,1 % en béton prêt à l'emploi et + 1,8 % pour les granulats), **elle s'inscrit désormais en repli sur les derniers mois (en rythme mensuel et annuel)**. Cette contraction est d'ailleurs plus sensible dans le segment du BPE que dans celui des granulats, porté par une conjoncture des travaux publics qui, pour le moment, ne subit guère d'inflexion marquée de son activité. Du côté du bâtiment, la construction de nouveaux logements continue de reculer mais la fin de l'année s'annonce mieux orientée sur le segment de l'individuel et le segment du non résidentiel reste dynamique. Pour le moment les professionnels du bâtiment font état d'une activité soutenue et de carnets de commandes bien garnis.

SERVICES

FÉDÉRATION FRANÇAISE DE L'ASSURANCE

- **L'assurance-vie bénéficie d'une partie du surplus de l'épargne des ménages :** la collecte nette augmente (19,4 milliards d'euros en cumul de janvier à août, soit près de 3 milliards de plus que l'année dernière sur la même période), mais moins que les placements liquides (compte à vue, Livret A et autres livrets soumis à l'impôt). L'environnement de taux bas pèsera sur les rendements servis par l'assurance vie, d'autant plus fortement qu'il s'installera dans la durée.
- **L'activité dans l'assurance-non vie est favorable en raison du recul de la sinistralité.** Côté assurance dommages, les cotisations progressent plus rapidement que la sinistralité, d'autant plus que jusqu'à présent, l'année 2019 a connu moins de catastrophes naturelles (inondation, grêle et tempêtes) qu'en 2018. Côté santé et prévoyance, l'activité est structurellement sur une tendance dynamique, en lien avec le vieillissement de la population et le poids grandissant des organismes complémentaires dans le financement des dépenses de santé.

FÉDÉRATION BANCAIRE FRANÇAISE

- **Les résultats des banques au premier semestre se sont repliés (-5,8 %)** avec un effet ciseau entre un produit net bancaire globalement stable (dans un environnement de taux historiquement bas, qui devrait demeurer ainsi au moins jusqu'en 2023) et d'une montée du coût du risque (+17,4 %, à partir néanmoins d'un niveau bas).
- **Les dernières décisions de politique monétaire, en particulier le passage de -0,4 % à -0,5 % du taux sur les facilités de dépôts, vont continuer de coûter aux banques.** En 2018, cette « taxe » a coûté 1,87 milliards d'euros aux banques françaises : la mise en place du « tiering » permettra d'économiser seulement 300 millions d'euros.
- **Les banques continuent à assurer le financement des ménages et des entreprises, contribuant au dynamisme de l'activité.** La croissance des crédits en France était de +7,3 % sur un an à fin juillet 2019 pour les entreprises (contre 3,3 % en zone euro), +6,4 % pour les particuliers. Les taux demeurent bas : 1,75 % pour les nouveaux crédits aux PME à fin juillet 2019 (contre 1,96 % en zone euro) et 1,35 % pour les emprunteurs particuliers pour les nouveaux crédits à l'habitat.

FÉDÉRATION DU COMMERCE ET DE LA DISTRIBUTION

- **L'activité du commerce alimentaire généraliste s'est contractée au cours des derniers mois.** Le chiffre d'affaires des hypers et des supermarchés baisse en valeur sur les 8 premiers mois de l'année (recul du CA de -0,5 %, après +1,9 % en 2018 pour les hypers et +2,9 % en 2018 pour les supermarchés), tant sur l'alimentaire que le non alimentaire. Le secteur subit en première ligne le ralentissement structurel de la consommation ainsi que le changement des habitudes des consommateurs. Ce dernier point constitue en un sens un signal relativement encourageant pour l'activité : les volumes sont certes mal orientés (-0,8 % pour les ventes en volume de produits de grande consommation en CAM à mi-septembre), mais les consommateurs sont prêts à payer plus chers des produits qui correspondent mieux à leur demande (bio, local, premium...).
- **La dynamique des prochains mois dépendra du comportement de consommation des ménages, qui ont reçu des gains massifs de pouvoir d'achat.** En septembre, la dernière enquête mensuelle de conjoncture montre une légère amélioration (redressement des intentions de commandes et des perspectives d'activité), à confirmer.

PRISMEMPLOI

- **L'activité d'intérim est en net repli en 2019 (-4 % attendu sur l'année)** après une croissance ininterrompue entre 2015 et 2018. Cette correction est à relier à la baisse de l'activité d'emploi d'intérim dans le secteur industriel et dans celui des transports et logistiques dans un contexte de ralentissement du commerce mondial.
- **Au mois d'août 2019, l'emploi intérimaire recule dans l'industrie (-6,8 %) et dans les transports (-5,5 %) et poursuit son décrochage dans le BTP initié en juillet (-3,2 % après -2,7%).** S'agissant du commerce la tendance demeure haussière même si les données du mois d'août font état d'un retrait (-4,4 %) ; dans les services, il poursuit sa hausse (+3,3%). Les premières données disponibles pour le mois de septembre confirment ce rythme de baisse.

FÉDÉRATION NATIONALE DES TRANSPORTS ROUTIERS

- Au 2^e trimestre 2019, **le transport routier de marchandises (TRM) enregistre une croissance de 2,2 % des tonnes-km réalisées par rapport au trimestre précédent.** Cette progression est essentiellement due à l'augmentation des tonnes-km réalisées par le transport pour compte propre (+8,8 % par rapport au 1^{er} trimestre 2019).
- **L'activité du transport pour compte d'autrui ralentit et enregistre une faible progression de 0,3 % au 2^e trimestre 2019 contre 4,5 % au 1^{er} trimestre 2019.** L'investissement en camions neufs progresse fortement de 15,3%. En revanche, les ventes de poids lourds d'occasion baissent de -8,6 %.
- **Les difficultés de recrutement du personnel roulant persistent.** En septembre 2019, 56 % de chefs d'entreprises constatent des difficultés de recrutement, soit +26 points supérieurs à sa moyenne à long terme, mais on observe une légère tendance à la baisse des difficultés de recrutement depuis avril 2019.

FÉDÉRATION NATIONALE DE L'INFORMATION D'ENTREPRISE, DE LA GESTION DE CRÉANCES ET DE L'ENQUÊTE CIVILE

- Les délais de paiement s'accroissent par manque de trésorerie des entreprises, dont l'activité commence à ralentir.
- Les situations sont hétérogènes entre secteurs, l'allongement des délais de paiement est plus visible dans l'habillement, le commerce, l'automobile, alors que la situation des entreprises de construction est plus favorable.



MEDEF
55 avenue Bosquet - 75007 Paris
01 53 59 19 19
www.medef.com

CONTACTS :

Anthony Benhamou
abenhamou@medef.fr

Olivier Redoules
oredoules@medef.fr